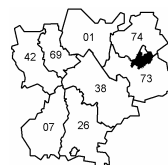


Portrait du bassin d'Albertville

Décembre 2008



Une ville entourée de montagnes

Situé autour du confluent de l'Isère et de l'Arly, le bassin d'Albertville s'étend le long de ces deux vallées, entourées des massifs des Bauges à l'ouest, du Beaufortin dans la partie est, et de l'extrémité du massif de la Vanoise au sud. Du fait de son caractère montagnard, le territoire est composé à 80 % de forêts et de milieux semi-naturels alors que la zone de référence, qui englobe les communes de Rhône-Alpes n'appartenant pas aux onze principales aires urbaines, n'en compte que 60 %.

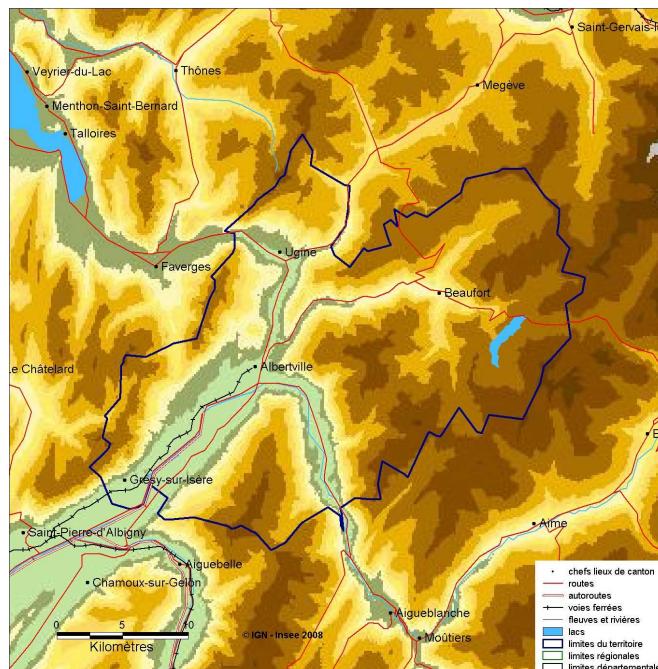
Le bassin d'Albertville est peuplé en 1999 de 50 800 habitants répartis dans 33 communes. Sa population regroupe environ la moitié de celle de l'arrondissement d'Albertville, qui s'étend également sur la Tarentaise. L'intercommunalité est très développée : la quasi-totalité des communes du bassin appartiennent à l'une des trois communautés de communes. Les deux villes les plus importantes sont Albertville et Ugine, qui comptent respectivement 17 000 et 7 000 habitants.

Le bassin présente une densité de population de 79 habitants par km², supérieure à celle de la référence (65 h/km²). La population se concentre dans les vallées et notamment dans la seule aire urbaine d'Albertville qui compte 70 % de la population du bassin, soit 35 400 habitants répartis dans 21 communes. Outre le pôle urbain d'Albertville, le territoire est structuré par deux autres pôles : le pôle d'emploi d'Ugine au nord et le pôle de services de Beaufort à l'est.

Une population à nouveau dopée par un apport migratoire

Le bassin d'Albertville a accueilli les Jeux Olympiques d'hiver en 1992. Cet événement a eu des conséquences importantes sur la démographie de la zone du fait de la présence de nombreux chantiers durant la phase qui a précédé les Jeux, à la fois pour la construction de la liaison autoroutière et pour celle des équipements destinés aux

Relief et voies de communication



sportifs. De ce fait, au moment du recensement de 1990, le bassin présente un profil d'évolution démographique assez particulier. Entre 1982 et 1990, on assiste à une forte hausse de la population (0,85 % en moyenne annuelle). Cette hausse est en partie due à un apport migratoire important (0,45 % par an), certainement en lien avec les différents chantiers des Jeux Olympiques. Au cours de la période suivante, entre 1990 et 1999, la croissance de la population se tasse et n'est plus que de 0,30 % par an. Par comparaison, durant la même période, la population s'est accrue de 0,66 % par an dans la zone de référence et de

Carte d'identité du territoire

	Bassin d'Albertville		Référence		Région
	1990	1999	1990	1999	1999
Population	49 523	50 815	2 034 150	2 159 040	5 645 847
Poids dans la région	0,9%	0,9%	38,0%	38,2%	
Densité (hbts/km ²)	77	79	61	65	129
Part de la population dans l'espace à dominante urbaine	61,7%	69,7%	62,9%	63,7%	86,1%
Part des moins de 20 ans	26,9%	25,3%	27,0%	25,3%	25,3%
Part des 60 ans et plus	18,9%	21,5%	20,8%	22,0%	20,0%
Indice jeunesse (moins de 20 ans / 60 ans et plus)	1,43	1,17	1,29	1,15	1,26

Source : INSEE - Recensements de la population 1999 (exploitation principale) et 1990 (exploitation exhaustive)

Intercommunalité

	Bassin d'Albertville	Référence	Région
Nombre de communes	33	2 025	2 879
Dont membres d'un EPCI à fiscalité propre (01/2007)	93,9%	87,9%	89,5%

Source : Direction Générale des Collectivités Locales

Note : Pour chacune des synthèses, le territoire étudié est comparé à un territoire baptisé "référence".

Pour les territoires à dominante urbaine, cette référence est constituée des communes de la région appartenant à l'une des 11 aires urbaines suivantes : Lyon, Grenoble, Saint-Étienne, Genève-Annemasse (partie en Rhône-Alpes), Annecy, Valence, Chambéry, Roanne, Bourg-en-Bresse, Mâcon (partie en Rhône-Alpes) et Saint-Chamond.

Pour les territoires à dominante rurale, cette référence est constituée de l'ensemble de la région Rhône-Alpes privée des communes appartenant à l'une des 11 aires urbaines.

La zone de référence prise en compte pour ce territoire est celle des territoires à dominante rurale.

Périmètre en date de février 2008

0,6 % dans la région Rhône-Alpes. Ce tassement est dû à un solde migratoire devenu quasiment nul, contrecoup de la croissance précédente, liée aux JO. En revanche, le bassin bénéficie toujours d'un solde naturel favorable, supérieur à celui de la zone de référence.

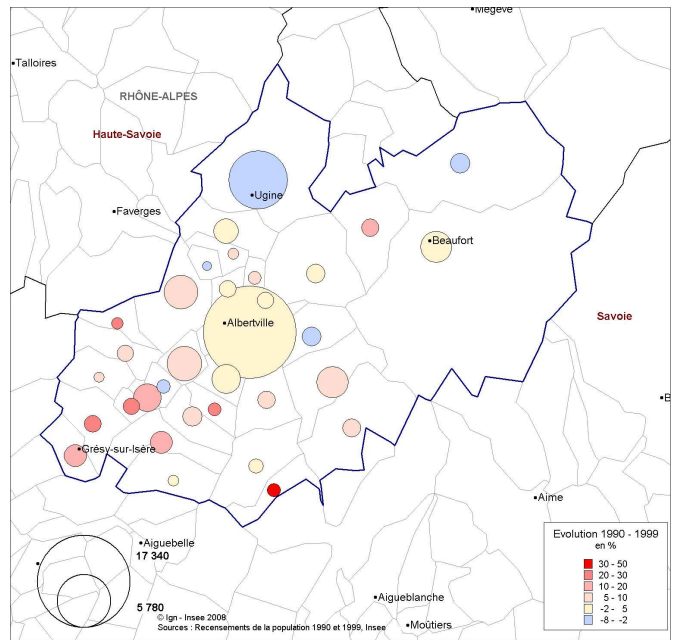
Les premières estimations issues du nouveau recensement confirment cette analyse. Entre 1999 et 2005, on constate de nouveau une accélération de la croissance démographique et ainsi la population de la zone atteint 53 600 habitants, ce qui représente une hausse de 1,2 % en taux annuel avec un fort redressement du solde migratoire. La commune d'Albertville gagne 1 000 habitants, celle d'Ugine reste à peu près stable, Beaufort gagne 200 habitants et Mercury environ 300.

Comme ailleurs, la population du bassin vieillit

En 1999, la structure par âge de la population laisse apparaître un déficit pour la tranche des 20 à 39 ans, un peu plus important que pour la zone de référence, mais beaucoup plus important que dans le reste de la région. Ceci est dû au départ des étudiants et des jeunes actifs. Les premiers ne disposent pas dans la zone de facultés ou de grandes écoles et les seconds quittent la zone pour trouver leur premier emploi ou n'y reviennent pas juste après leur sortie d'études. La tranche d'âge des 40 à 59 ans est proportionnellement plus nombreuse que dans la zone de référence, en lien avec une arrivée d'actifs plus âgés. La population du bassin vieillit comme dans beaucoup de territoires, mais la population âgée de plus de 60 ans reste proportionnellement un peu moins importante que dans la référence (21,5 % contre 22 %). En 1990, cette tranche d'âge ne représentait que 19 % de la population. À l'époque, la présence des actifs travaillant sur les chantiers des Jeux Olympiques avait contribué à un certain rajeunissement de la population du bassin.

La zone comporte un taux de ménages retraités d'environ 30 %, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne régionale mais en revanche, ils sont proportionnellement

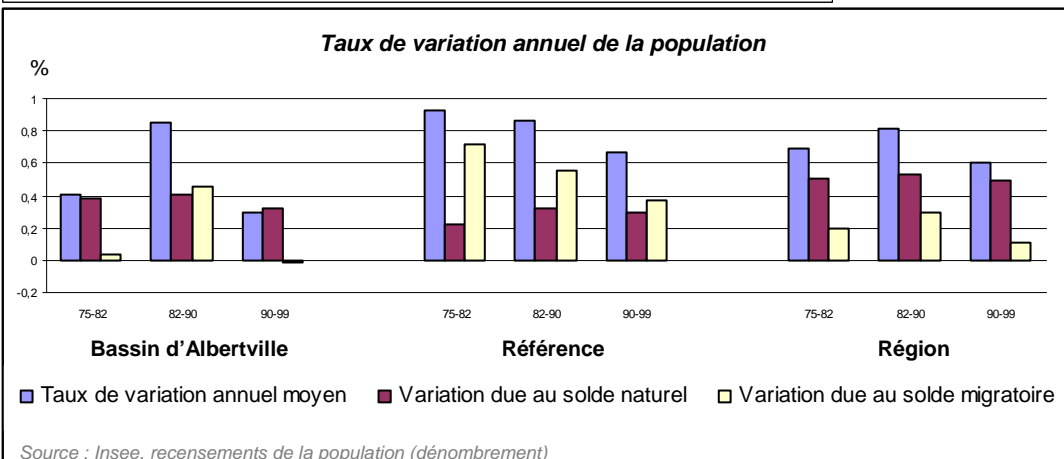
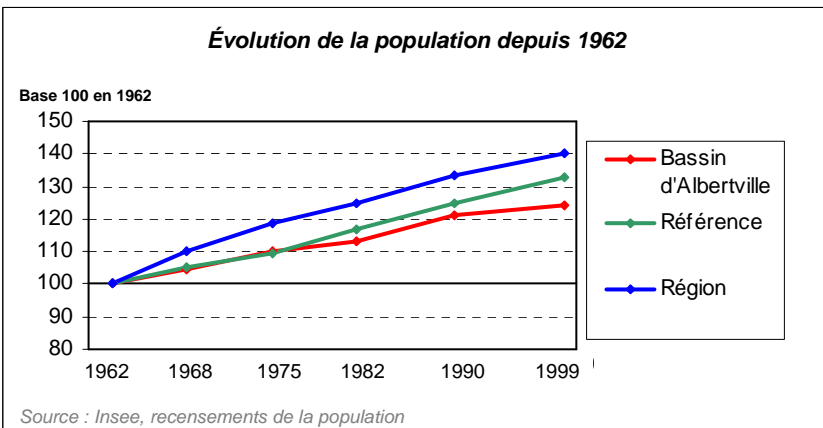
Nombre d'habitants en 1999 et évolution de la population entre 1990 et 1999



moins nombreux que dans la référence qui en compte 32 %. Les ménages d'ouvriers représentent 26 % de l'ensemble, et, bien que leur part ait baissé de deux points au cours des années 90, ils restent légèrement plus présents dans le bassin que dans la référence où ils ne sont que 24 %. La part des employés, quant à elle, progresse, passant de 8 % à près de 10% entre 1990 et 1999. La proportion d'agriculteurs reste stable mais est relativement faible.

Des emplois plutôt précaires, en lien avec les activités saisonnières

Le revenu fiscal moyen dans le bassin, 16 300 € en 2005, est inférieur de 1 500 € à celui observé dans la région mais



Flux migratoires par âge et par catégorie socioprofessionnelle (CS) entre 1990 et 1999

Par âge	Arrivées	Départs	Solde	Solde en % de la population*
Ensemble	9 161	8 865	+ 296	+ 0,6
moins de 15 ans	2 446	1 813	+ 633	+ 7,3
15-29 ans	2 031	3 144	- 1 113	- 10,9
30-39 ans	2 145	1 811	+ 334	+ 4,7
40-59 ans	1 785	1 528	+ 257	+ 1,9
60 ans et plus	754	569	+ 185	+ 1,7

Source : INSEE - Recensement de la population 1999 (exploitation principale)

* Il s'agit de la population "en l'absence de migrations" (cf. méthodologie)

Par CS (plus de 15 ans)	Arrivées	Départs	Solde	Solde en % de la population*
Agriculteurs exploitants	17	28	- 11	- 2,5
Artisans, commerçants et chefs d'entr.	258	290	- 32	- 1,8
Cadres et professions intel. sup.	537	731	- 194	- 11,0
Professions intermédiaires	1 357	1 187	+ 170	+ 3,6
Employés	1 321	1 198	+ 123	+ 1,9
Ouvriers	1 031	988	+ 43	+ 0,6
Retraités	672	563	+ 109	+ 1,2
Etudiants et élèves	678	1 441	- 763	- 16,5
Autres inactifs	766	748	+ 18	+ 0,3

Source : INSEE - Recensement de la population 1999 (exploitation complémentaire)

* Il s'agit de la population "en l'absence de migrations" (cf. méthodologie)

Les caractéristiques des logements en 1999

	Bassin d'Albertville				Référence		
	Nombre	Part en %	Evol 90/99 en %	Evol 82/90 en %	Part en %	Evol 90/99 en %	Evol 82/90 en %
Ensemble des logements	28 454	100,0	+ 12,9	+ 16,6	100,0	+ 10,3	+ 16,2
Résidences principales	20 340	71,5	+ 10,8	+ 16,1	69,3	+ 13,1	+ 13,5
Résidences secondaires et logements occasionnels	6 478	22,8	+ 14,1	+ 25,8	24,6	+ 6,2	+ 32,5
<i>Dont logements occasionnels</i>	525	1,8	+ 5,2		1,2	- 26,5	
Logements vacants	1 636	5,7	+ 39,9	- 10,1	6,1	- 2,4	- 5,5
Propriétaires (résidences principales)	11 473	56,4	+ 12,5	+ 19,6	59,5	+ 14,4	+ 19,9
Le parc des résidences principales	20 340	100,0	+ 10,8	+ 16,1	100,0	+ 13,1	+ 13,5
Habitat individuel - propriétaire	9 008	44,2	+ 19,6	+ 21,3	51,3	+ 15,2	+ 25,4
Habitat individuel - locataire	1 434	7,1	+ 27,5	+ 58,0	9,8	+ 17,6	+ 29,6
Habitat collectif - propriétaire	2 370	11,7	- 7,0	+ 17,5	7,8	+ 11,8	+ 2,5
Habitat collectif - locataire non HLM	2 022	9,9	- 13,4	+ 6,2	10,6	+ 7,2	- 4,2
Habitat collectif - locataire HLM	3 702	18,2	+ 30,7	+ 27,8	11,2	+ 21,3	+ 21,5
Autres cas	1 804	8,9	- 9,4	- 13,9	9,3	- 1,7	- 15,6

Source : INSEE - Recensements de la population 1999 (exploitation principale), 1990 (exploitation exhaustive), 1982 (sondage au quart)

Revenus annuels moyens et composition du revenu

En euros de 2005	Bassin d'Albertville		Référence		Région	
	1995	2005	1995	2005	1995	2005
Revenu annuel moyen par foyer fiscal	14 194	16 269	14 330	16 289	15 652	17 735
Foyers fiscaux non imposés (en %)	49,2	43,8	52,0	46,6	47,6	43,6
Revenu annuel par foyer fiscal imposé	21 359	23 015	22 593	23 779	23 828	25 370
Part des pensions et retraites dans le revenu fiscal (en % de 2005)		24,4		23,6		22,6

Source : INSEE - DGI - Revenus des foyers fiscaux

Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

En %	Bassin d'Albertville		Référence		Région	
	1990	1999	1990	1999	1990	1999
Agriculteurs exploitants	1,0	1,1	3,8	2,4	2,0	1,3
Artisans, commerçants et chefs d'entr.	7,0	6,0	7,9	6,8	6,8	5,9
Cadres et professions intel. sup.	6,3	5,4	5,7	6,1	9,3	9,5
Professions intermédiaires	13,6	14,8	12,4	13,7	14,6	15,4
Employés	8,1	9,7	7,8	9,1	9,5	10,6
Ouvriers	27,5	25,5	26,0	23,9	23,3	20,3
Retraités	30,0	30,2	31,2	31,9	28,2	28,7
Autres, sans activité prof.	6,5	7,3	5,2	6,1	6,3	8,3
Ensemble des ménages	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSEE - Recensements de la population 1999 (exploitation complémentaire) et 1990 (sondage au quart)

il reste équivalent à celui de la référence. De même, on constate que les femmes travaillant dans le bassin occupent plus fréquemment des emplois à temps partiel que dans la zone de référence, ce qui ne se vérifie pas pour les hommes. En effet, près d'une femme sur deux travaille à temps partiel et cette proportion augmente avec l'âge. Cette caractéristique, ainsi que la présence importante de contrats à durée déterminée, traduit une plus grande précarité des emplois. Ceci est la conséquence d'un marché du travail très lié au tourisme et à la construction, car ces activités présentent une forte saisonnalité.

Des résidences secondaires et des HLM

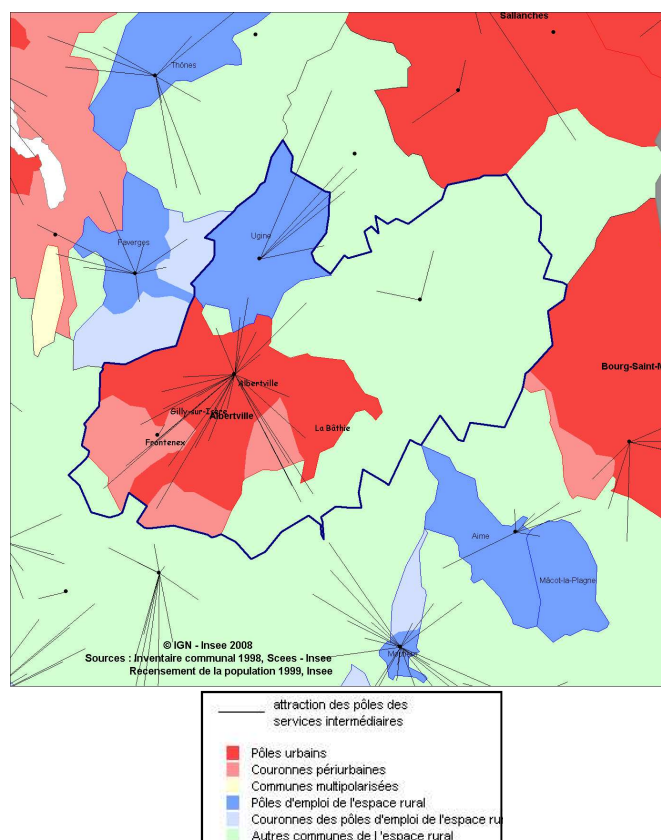
Le caractère touristique d'un territoire se mesure par un taux élevé de résidences secondaires. Dans le bassin d'Albertville, parmi les 28 500 logements, 23 % sont des résidences secondaires. Ce taux est nettement supérieur à la moyenne régionale située à 13 %, mais il reste comparable à celui de la zone de référence (25 %), qui englobe les grandes stations de sports d'hiver. Le nombre de résidences secondaires est en constante augmentation depuis 1975, ce qui peut s'expliquer par le développement du tourisme, en particulier dans les stations de sports d'hiver, en lien avec les Jeux Olympiques de 1992. Bien que la plupart des très grandes stations soient localisées dans le territoire voisin de Tarentaise, le bassin d'Albertville compte plusieurs stations réputées, dont Les Saisies-Hauteluce et Arêches-Beaufort.

Le bassin est également caractérisé par un taux important de logements sociaux de type HLM (18 %, contre 11 % dans la zone de référence). Ils sont surtout présents à Albertville et à Ugine. Près de la moitié des logements sont des maisons individuelles. Dans la référence, ce taux avoisine 60 %. La raison de cette importance relative des logements collectifs s'explique par la concentration de la population dans la partie urbaine du bassin.

Une zone globalement bien équipée et une fiscalité locale spécifique

Du fait de sa position géographique, zone de passage située sur la route des stations, le bassin d'Albertville est une zone où l'on trouve pratiquement tous les équipements, commerces et services de proximité et de la gamme intermédiaire. Rapporté à la population, le nombre moyen d'équipements est supérieur à celui de la référence. La plupart des équipements plus rares sont présents à

Espace urbain, espace rural et pôles de services



Albertville, qui rayonne ainsi au-delà de son bassin. Seuls quelques équipements de la gamme supérieure sont absents, comme les établissements psychiatriques et, de ce fait, la population se déplace pour y accéder, notamment vers Chambéry.

Une autre spécificité de la zone concerne la fiscalité locale. Le produit de la taxe d'habitation s'élève à 182 € par habitant. Ce montant est inférieur de 13 % à celui de la zone de référence et de 26 % à celui de la région. Ceci doit être mis en regard avec l'importance du logement social. En revanche, le produit résultant de la taxe professionnelle est nettement supérieur à celui de la zone de référence. Ceci

Marché du travail	Bassin d'Albertville			Référence	
	1999	Evol 90/99 (%)	Evol 82/90 (%)	Evol 90/99 (%)	Evol 82/90 (%)
Actifs ayant un emploi	20 649	+ 3,9	+ 6,4	+ 6,7	+ 6,3
Dont salariés	17 955	+ 7,0	+ 7,3	+ 11,2	+ 10,7
Dont non salariés	2 694	- 12,7	+ 1,7	- 12,5	- 9,1
Chômeurs	2 272	+ 37,3	+ 30,2	+ 32,2	+ 32,4
% chômeurs dans la population active (*)	9,9%	+ 2,2 points	+ 1,3 point	+ 1,8 point	+ 1,5 point

Source : INSEE - Recensements de la population 1982, 1990 (exploitation exhaustive) et 1999 (exploitation principale)

(*) la population active est comprise hors militaires du contingent

Conditions d'emploi des salariés	Bassin d'Albertville			Référence	
	Effectifs en 1999	Part en 1999 (%)	Part en 1990 (%)	Part en 1999 (%)	Part en 1990 (%)
CDD	2 384	13,3	7,6	10,7	6,7
Emplois stables	14 627	81,4	88,2	83,0	89,1
Autres (stages, emplois aidés...)	944	5,3	4,2	6,3	4,2

Source : INSEE - Recensements de la population 1999 (exploitation principale) et 1990 (exploitation exhaustive)

résulte principalement de l'importance de certaines activités industrielles et plus particulièrement du secteur hydro-électrique qui conduit au versement par EDF d'une taxe professionnelle d'un montant élevé.

Entre 1990 et 1999, le marché du travail cherche un nouvel équilibre

Le bassin d'Albertville compte 23 000 actifs en 1999, soit une augmentation de 6,5 % par rapport à 1990. En lien avec le contrecoup des Jeux Olympiques, cette augmentation est plus faible que celle constatée dans la référence (9 %). La population active a ainsi gagné 1 400 individus entre 1990 et 1999. Dans la même période, 100 emplois ont disparu. Ceci s'est traduit par une aggravation du chômage de 600 personnes et une augmentation du solde des navettes déficitaire de 900 personnes, résultant d'une croissance du nombre de personnes travaillant hors de la zone.

En 1999, parmi les 21 000 actifs ayant un emploi, 17 000 travaillent dans la zone et 4 000 travaillent à l'extérieur de la zone. Ils croisent 2 700 actifs qui arrivent de l'extérieur pour travailler dans la zone. Les échanges les

plus nombreux et les plus déficitaires se font essentiellement avec les aires urbaines voisines de Chambéry et d'Annecy, mais il y a également un nombre important de sorties vers les stations de la Tarentaise.

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue dans la période récente

En 2006, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE est en diminution de 11 % par rapport à l'année précédente et cette baisse concerne davantage les femmes que les hommes et est plus sensible chez les jeunes. Sur la période 2001-2006, la demande d'emploi diminue plus fortement dans le bassin d'Albertville que dans la zone de référence. Les demandeurs d'emploi sont surtout des ouvriers et des employés chez les hommes et majoritairement des employées chez les femmes et ce, en proportion plus importante que dans la zone de référence.

L'emploi dans le bassin est marqué par l'importance du tertiaire et de la construction

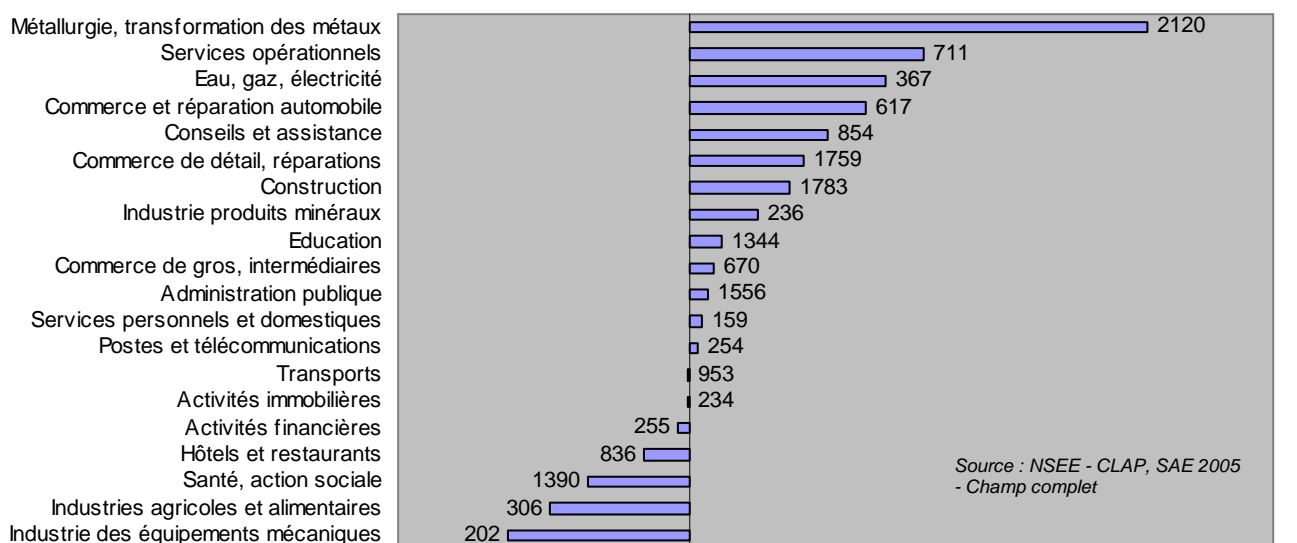
Le tertiaire, en particulier les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'administration publique ainsi que le

Déplacements domicile-travail	1990		1999		Evol 90/99 (%)
	Nombre	%	Nombre	%	
Actifs occupés :	19 870	100,0	20 649	100,0	+ 3,9
Résidant et travaillant dans la même commune	9 995	50,3	8 734	42,3	- 12,6
Résidant et travaillant dans la zone	17 089	86,0	16 628	80,5	- 2,7
Travaillant en dehors de la zone	2 781	14,0	4 021	19,5	+ 44,6
Emplois dans la zone	19 512		19 368		- 0,7
Actifs venant travailler dans la zone (*)	2 423	12,4	2 740	14,1	+ 13,1

Source : INSEE - Recensements de la population 1999 (exploitation principale) et 1990 (exploitation exhaustive)

(*) % calculé par rapport au total d'emplois de la zone

Spécificité du tissu productif du bassin d'Albertville par rapport à la zone de référence en 2005



Source : INSEE - CLAP, SAE 2005 - Champ complet

0,00 0,20 0,40 0,60 0,80 1,00 1,20 1,40 1,60 1,80 2,00 2,20 2,40 2,60 2,80 3,00

Indice de spécificité
(rapport entre la part de l'emploi du secteur dans le territoire et la part dans la zone de référence)

Lecture : l'activité Métallurgie, transformation des métaux présente une forte spécificité dans le bassin d'Albertville (elle est 2,6 fois plus représentée que dans la zone de référence), pour un effectif total de 2 120 salariés.

Créations d'établissements	Bassin d'Albertville			Référence	
	Ensemble	Evol 1993/2006 (%)	Part des créations pures (%)	Evol 1993/2006 (%)	Part des créations pures (%)
En 2006	355	+ 10,9	76,3	+ 28,2	73,3
Flux annuel moyen 1993-1996	305		65,2		64,3
Flux annuel moyen 2003-2006	371		73,0		72,4

Source : INSEE - SIRENE - Champ ICS

commerce de détail, emploi en 1999 près de 65 % des effectifs alors que cette proportion n'est que de 61 % dans la référence. Les emplois industriels représentent 23 % des effectifs et l'agriculture seulement 3 % des actifs occupés. La construction a longtemps été très présente sur le territoire, en lien avec les chantiers des Jeux Olympiques et le développement des stations. Cette activité est en repli depuis 1990, mais elle représente encore 9 % de l'effectif salarié soit 2 points de plus que dans la référence.

Trois pôles d'emploi : Albertville, Ugine et Beaufort avec des spécificités sectorielles fortes

La commune d'Albertville regroupe plutôt les activités tournées vers la population, en particulier les secteurs santé-social et éducation et celui des administrations publiques. On y trouve notamment deux lycées qui emploient 280 personnes ainsi qu'un Centre d'aide par le travail employant 180 personnes. Le plus gros employeur des administrations publiques est la mairie avec 300 personnes. Dans le commerce de détail, on note la présence d'un hypermarché Géant où travaillent 200 personnes.

Dans la commune d'Ugine, l'industrie est très présente, plus particulièrement le secteur métallurgie et transformation des métaux, notamment l'aluminium et l'inox, qui regroupe 60 % des salariés de l'industrie.

Enfin, dans la commune de Beaufort, les emplois sont essentiellement liés à l'agriculture et à l'industrie agro-alimentaire (fabrication de fromage d'appellation contrôlée).

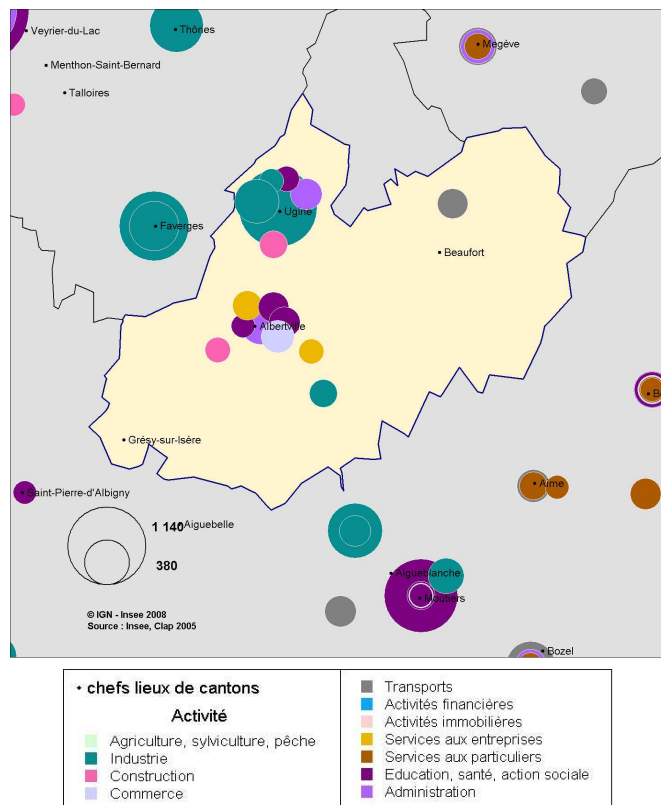
Quelques secteurs industriels restent très présents

Même si la plus grande partie des emplois est tournée vers les services à la population, certains secteurs industriels restent très présents. Dans le bassin d'Albertville, le principal employeur est de loin l'établissement Ugitech, situé à Ugine, qui emploie plus de 1 100 personnes. Il produit des barres, fils et tréfilés en acier inoxydable. Il existe également une autre usine importante à Ugine, la compagnie européenne du Zirconium Caius, filiale du groupe Areva, spécialisée dans la fabrication de métaux pour le nucléaire, qui emploie environ 400 personnes. Cette spécialisation dans la production électrométallurgique est historique. Elle a commencé au XIX^{ème} siècle avec l'exploitation de la houille blanche, bénéficiant du relief alpin et du réseau hydrographique, éléments essentiels de ce type de production.

Une agriculture présente dans le Beaufortin

Le nombre d'exploitations agricoles a fortement diminué

Les établissements de plus de 100 salariés au 31 décembre 2005



(40 % entre 1988 et 2000). Ce phénomène, valable dans beaucoup de zones rurales, est un peu plus prononcé sur le bassin d'Albertville. La surface agricole étant restée stable, la taille moyenne des exploitations a augmenté. Elles sont caractérisées par une surface toujours en herbe plus importante que dans la référence, ce qui en fait une zone surtout consacrée à l'élevage, en particulier celui des bovins qui représente près de la moitié de l'orientation agricole des exploitations de la zone.

L'industrie agro-alimentaire, présente dans le Beaufortin, comporte une cinquantaine d'établissements de taille modeste, employant autour de 300 personnes. Ils sont essentiellement dédiés à la production de fromage du Beaufort, appellation d'origine contrôlée.

Fiscalité locale en 2006	Bassin d'Albertville		Référence	
	Produit €/hab	Produit (%)	Produit €/hab	Produit (%)
Taxe d'habitation	182	15,1	209	18,6
Foncier bâti	319	26,4	318	28,2
Foncier non bâti	12	1,0	16	1,4
Taxe professionnelle	694	57,5	585	51,8
Total des 4 taxes	1 207	100,0	1 128	100,0

Source : INSEE - DGI - Recensement des éléments d'imposition 2006

Indicateurs de fiscalité 2006	Bassin d'Albertville	Référence	Région
Richesse fiscale par habitant	780	767	749
Coefficient de mobilisation de la richesse fiscale	0,99	0,89	0,97
Degré d'intégration intercommunale	48,3%	27,6%	38,6%

Source : INSEE - DGI - Recensement des éléments d'imposition 2006 (cf. méthodologie)

Les spécificités du territoire

Le tourisme, une spécificité du bassin d'Albertville

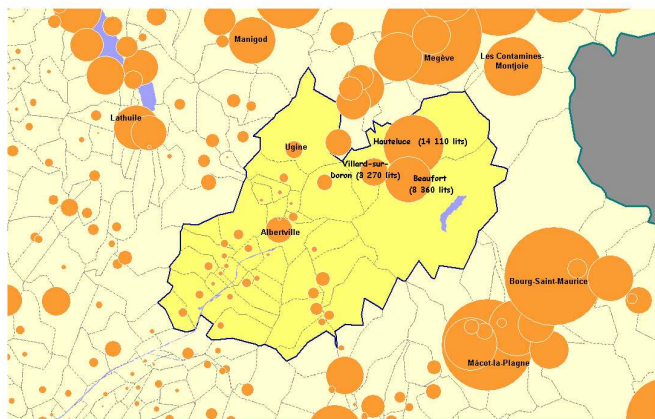
Moins touristique que la vallée de la Tarentaise (celle-ci compte près de 400 000 lits touristiques), le bassin d'Albertville bénéficie cependant d'infrastructures issues des Jeux Olympiques de 1992. On y trouve quelques stations de sports d'hiver comme Les Saisies et Arêches.

Dans le bassin d'Albertville, le nombre de lits touristiques a augmenté de 14 % entre 1990 et 1999, pour atteindre 38 500. Le taux de fonction touristique, c'est-à-dire le rapport entre la capacité d'accueil et le nombre d'habitants, est nettement supérieur à celui de l'ensemble de la région Rhône-Alpes, mais proche de la référence. La zone est caractérisée par un nombre de résidences secondaires important. La capacité d'accueil des résidences secondaires, qui englobe également les meublés touristiques en location, représente près de 78 % de l'ensemble, celle des hôtels seulement 5,5 %.

Le tourisme emploie directement 3 200 salariés¹ en 2003, ce qui représente 20 % de l'emploi salarié total. À titre de comparaison, ce taux est supérieur à la moyenne départementale, mais très largement inférieur à celui de la Tarentaise voisine où près d'un emploi sur deux est lié à l'activité touristique. Ces emplois sont principalement tournés vers le commerce de détail et, à un degré moindre, la restauration et les cafés-tabacs.

L'emploi touristique présente une double saisonnalité : un pic hivernal caractéristique des zones de sports d'hiver, mais également un pic estival moins prononcé. Afin d'optimiser la rentabilité des structures d'accueil et de développer des emplois tout au long de l'année, les stations cherchent à développer un tourisme d'été et d'inter-saison avec des activités comme la randonnée, le canyoning, etc.

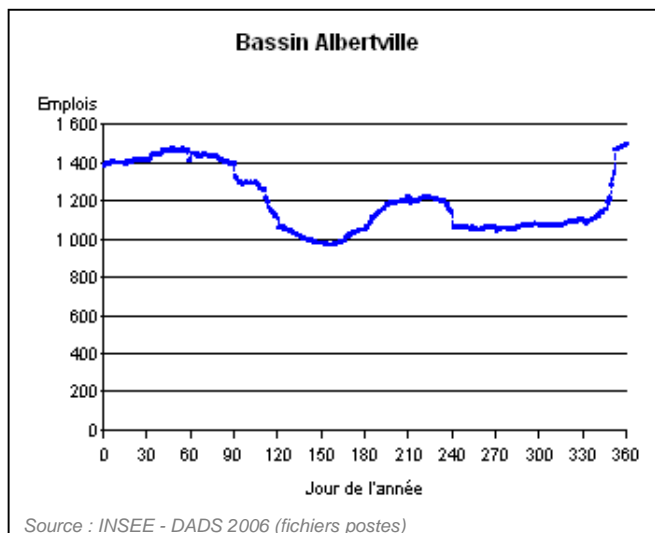
Nombre de lits touristiques en 1998 (1)



Source : Insee - Scens - Inventaire communal 1998 et Insee - Recensement de la population 1999 (pour les résidences secondaires)

(1) capacité en hôtellerie classée ou non, en hôtellerie de plein air, en résidences secondaires, en autres hébergements (centres de vacances, villages et maisons familiales de vacances, auberges de jeunesse, gîtes et refuges, chambres d'hôtes)

Saisonnalité de l'emploi dans les activités caractéristiques du tourisme en 2006



Source : INSEE - DADS 2006 (fichiers postes)

NB : ce graphique est relatif aux emplois dans certaines activités caractéristiques du tourisme (hébergement, restauration, remontées mécaniques...). Les chiffres sont donc différents de ceux du texte qui présentent une autre définition plus large des emplois touristiques en englobant également l'impact du tourisme sur d'autres secteurs d'activités (commerce notamment)

¹ Il s'agit de l'emploi salarié directement généré par la fréquentation touristique, donc hors emplois non salariés, emplois indirects ou induits. Les établissements employeurs sont classés selon deux critères : l'intensité touristique de leur activité et le niveau d'équipement touristique de la commune dans laquelle ils sont implantés. Pour chaque croisement de ces deux critères, une part plus ou moins importante de l'emploi est retenue pour chaque établissement. Voir "Le tourisme emploie 4,6 % des salariés de Rhône-Alpes" La Lettre Analyses Insee Rhône-Alpes n°70, mars 2007 (avec annexe statistique fournissant les données par CDRA sur insee.fr).